

LE BILLET DU PHILOSOPHE

Européen, deviens citoyen ! par Serge MONNIER

Avec l'institution en 1991 à Maastricht d'une citoyenneté européenne, après l'Europe économique est venu le temps de l'Europe politique. Mais la citoyenneté européenne cherche à se définir et à prendre corps à une époque où la citoyenneté est en crise : l'individualisme consumériste supprime le civisme, la participation au fonctionnement des institutions démocratiques connaît une grave désaffection comme en témoignent les forts taux d'abstention.

Que peut-on faire pour conforter cette citoyenneté européenne émergente ? Faut-il instaurer dans les établissements d'enseignement des "modules de formation à la citoyenneté européenne" ?

CITOYENNETÉ ET NATIONALITÉ

Ancien directeur de la Commission européenne, Robert Toulemon pense que quelques réformes institutionnelles décisives pourraient favoriser "l'émergence d'un sentiment de citoyenneté à l'échelle de l'Union". Réformer le mode de scrutin en permettant de choisir entre des listes plurinationales obligerait à ouvrir un débat politique à l'échelle européenne, ce qui développerait l'intérêt des électeurs. Celui-ci serait également renforcé si l'union européenne se dotait d'un exécutif identifiable tirant sa légitimité d'un mode démocratique de désignation. L'abandon complet du droit de veto et la généralisation de la règle majoritaire rendraient nécessaire la recherche d'alliances, ce qui amorcerait un débat public à l'échelle de l'Union. Enfin l'inscription des Droits fondamentaux dans la Charte de l'Union renforcerait le soutien des citoyens à l'Union.

Mais il faut aussi développer un fort sentiment d'appartenance, d'identité et de destin commun, en comblant "la carence symbolique de l'imaginaire européen", selon la formule de Catherine Withol de Wenden. Pour ce faire nous disposons déjà d'un drapeau dont les douze étoiles sur fond bleu ont une origine chrétienne ; et l'Europe possède aussi un hymne, l'Hymne à la Joie de Beethoven, et une fête, le 9 mai, certes encore discrète et beaucoup moins populaire que le 14 juillet en France. La connaissance et le respect de ces symboles communs doivent être complétés par des échanges qui, depuis plusieurs décennies, permettent à de très nombreux jeunes de découvrir et d'apprécier d'autres paysages, d'autres modes de vie, d'autres cultures, et ainsi d'expérimenter, par delà des différences légitimes, leur rattachement à une réalité commune qu'accompagne une solidarité effective d'existence, d'intérêt, de

sentiments. Or c'est bien ce partage de valeurs communes qui est à la base de la nationalité.

Alors que l'on déclare vouloir promouvoir la citoyenneté européenne, n'est-ce pas plutôt une nationalité européenne que l'on s'emploie à développer, même si l'on déclare que l'avènement de la citoyenneté européenne ne se fait pas au détriment de la citoyenneté nationale, la citoyenneté européenne complétant et prolongeant la citoyenneté nationale ?

LIBERTÉ ET VÉRITÉ

Il ne nous appartient pas de trancher présentement ce débat, et plutôt que de nous mettre en quête d'une hypothétique spécificité de la citoyenneté européenne, donnons-nous pour tâche, ici et maintenant, dans nos écoles et autres lieux d'enseignement, de former tout simplement des citoyens.

Apprenons-leur, par la parole et par l'exemple, que le citoyen est à la fois auteur et sujet de la loi, qu'il n'y a pas de liberté sans loi, ni quelqu'un au-dessus des lois, et que ce qui vaut pour le corps politique, s'applique d'abord à chaque individu, selon la forte parole de Jean-Jacques Rousseau : "L'impulsion du seul appétit est esclavage, l'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté". Seule une saine éducation de la volonté permettra au futur citoyen de réduire le principe de plaisir, qui veut tout de suite, sans détour ni effort, et dont la dictature est génératrice de violence.

Il faut aussi refuser que le mensonge et la tricherie ne deviennent un sport national. N'est-il pas inquiétant de voir combien il paraît naturel aux collégiens et aux lycéens de copier, de "pomper" comme ils disent ? Selon Kant, le mensonge est la faute par excellence puisqu'il consiste à pervertir ce qui est au fondement même de la communication entre les hommes en abusant de la confiance d'autrui : sa banalisation ne peut qu'entraîner l'affaiblissement et même la disparition de la vie démocratique authentique. Les jugements simplificateurs et peu amènes sur la classe politique n'ont pas d'autres fondements.

Tout à la fois européens et nationaux, faisons en sorte que les citoyens de demain soient authentiquement épris de liberté et de vérité. L'Europe ne peut qu'y gagner.